



Etude sur la pauvreté et la désinsertion sociale dans les espaces ruraux

Malgré les objectifs ambitieux établis par le Conseil Européen de Lisbonne de mars 2000 et malgré les efforts menés par l'Union Européenne et les États membres, le niveau de pauvreté en Europe demeure l'un des principaux défis communautaires. La pauvreté rurale constitue un aspect saillant de la pauvreté en Europe, étant donné que les zones rurales représentent une large partie du territoire Européen et de la population de 27 États-membres et que l'étendue de la dimension rurale a encore augmenté depuis les deux derniers élargissements.

Cependant, les caractères spécifiques des zones rurales ont été jusqu'à présent négligés par les analyses de la pauvreté; en fait, en ce qui concerne les problèmes de la pauvreté rurale, la sensibilité de l'opinion publique européenne et l'engagement des institutions publiques, aux différents échelons, se révèlent extrêmement faibles. La présente recherche, commissionnée par la Commission Européenne, DG Emploi, Affaires sociales et Egalité des chances, se propose de resserrer l'écart et se veut une démarche pour améliorer la connaissance dans la construction d'une stratégie communautaire spécifique visant l'inclusion sociale dans les zones rurales. La présente étude a pour objectif l'analyse des caractères principaux et spécifiques de la pauvreté et de la exclusion sociale dans les zones rurales; par conséquent, en ce qui concerne l'aspect politique, sont prises en compte et analysées toutes ces politiques, implémentées par les autorités locales, nationales ou de l'UE, qui touchent directement la question de la pauvreté rurale.

Notre recherche identifie quatre catégories principales de problèmes pertinents aux zones rurales: démographie, éloignement, instruction et marché du travail. Ces catégories peuvent interagir et, par conséquent, engendrer des «cercles vicieux» qui risquent de faire augmenter et amplifier la pauvreté des zones rurales.

Le «cercle démographique» est produit par la situation démographique défavorable de nombreuses zones rurales: un nombre élevé de personnes âgées, un bas nombre de jeunes et une faible densité affectent négativement la croissance économique des régions; conséquemment, les faibles taux de naissance et la migration des jeunes aggravent ultérieurement la situation démographique.

Le «cercle de l'éloignement» trouve son origine dans le manque de infrastructures, qui, affectant la performance économique de la zone, encourage l'émigration et, par conséquent, se répercute sur la situation démographique, tout en constituant un obstacle ultérieur au développement des infrastructures.

Le «cercle de l'éducation» est provoqué par les bas niveaux de scolarité d'une grande partie de la popula-

tion rurale, qui engendrent un bas taux d'emploi et, par conséquent, la probabilité d'une augmentation du taux de pauvreté, lequel, à son tour, empêche la possibilité de participer à une éducation de qualité supérieure.

Le «cercle du marché du travail» a origine de marché du travail qui n'offre pas assez de possibilités, contraignant par conséquent une grande partie des sujets qualifiés à émigrer, qui péjore ainsi la qualité de la force travail locale: une force travail peu qualifiée décourage les investissements des entreprises nationales ou étrangères, ce qui implique une détérioration ultérieure de la situation du marché du travail.

Les politiques sont appelées à interrompre et briser ces cercles vicieux. Au cours de notre étude, l'on discerne deux grandes catégories de politiques touchant la pauvreté rurale: les politiques contre la pauvreté des personnes rurales et les politiques contre la pauvreté des espaces ruraux. La première catégorie inclut les politiques, menés aux différents échelons des institutions, créées expressément pour faire face aux difficultés des pauvres; leurs évaluations sont effectuées en

Study on Poverty and Social Exclusion in Rural Areas

mesurant le degré de pauvreté et de exclusion sociale à l'intérieur d'une zone donnée. Malheureusement, dans la plupart des États membres, les mesures produisant un effet direct sur le recul de la pauvreté, ne déviagent pas le *pauvre rural* comme objectif.

La seconde catégorie inclut les politiques qui sont finalisées à l'amélioration des conditions de secteurs spécifiques de l'économie ou bien à la réduction des disparités au sein des régions. Dans ce cadre font aussi partie les politiques sectorielles qui soutient l'agriculture (PAC) et les politiques structurelles qui promeuvent le développement et la cohésion à l'échelon régional. Elles influencent le contexte général dans lequel se définissent les conditions des pauvres ruraux.

Pauvreté des zones rurales

Suivant la définition de L'OCDE, les territoires sont classifiés en régions Principalement Rurales (PR), Régions Moyennes (RM) et Principalement Urbaines (PU). A noter que les régions MR présentent aussi des caractéristiques rurales considérables.

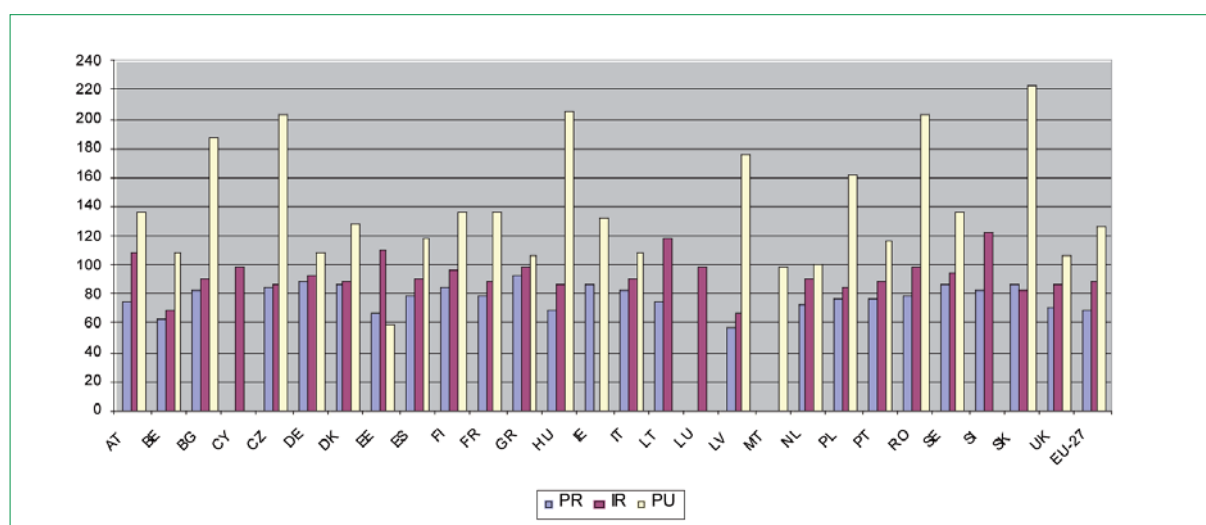
Pour mesurer et quantifier les disparités existantes entre les espaces ruraux et urbains, il faut recourir au PIB par habitant: Le Graphique 1 ci-dessous montre les différences entre les zones rurales et urbaines en termes de PIB dans tous les pays envisagés.

L'infériorité du PIB par habitant dans les régions rurales est corrélé avec d'autres indicateurs, tels les indicateurs relatifs au marché du travail et à l'instruction. Ces données révèlent donc la présence d'un phénomène qu'on a dénommé «**pauvreté des zones rurales**», c'est-à-dire, l'existence d'un possible désavantage du contexte rural comparativement au contexte urbain. Tel désavantage, qui est particulièrement dramatique pour les pauvres qui vivent dans ces zones, relève de nombreux facteurs.

En ce qui concerne la démographie, dans les pays de l'est d'Europe l'exode des zones rurales vers les zones urbaines (surtout vers les capitales) est à présent un phénomène important; en outre, l'émigration à l'étranger – notamment des femmes et des jeunes – risque de conduire à un appauvrissement général des zones rurales. Ce dernier phénomène (parmi les pays analysés par cette étude) est particulièrement ressenti en Bulgarie, Lituanie, Pologne et Roumanie.

Les problèmes relatifs au vieillissement sont plus sévères dans les régions PR de l'Europe, où les personnes âgées risquent de rencontrer des difficultés majeures, face à l'isolement et l'éloignement des services essentiels (p. ex. les services médicaux). Les questions inhérentes à la disparité entre les sexes diffèrent selon qu'il s'agisse d'un pays de l'est ou de l'ouest: dans les pays occidentaux une question spécifique concerne la catégorie des femmes âgées et seules; dans les pays de l'est et du sud, il s'agit plutôt d'un problème de migration des femmes rurales en âge de travailler, souvent causée par le manque de travail. Dans le premier cas,

GRAPHIQUE 1. PIB PAR HABITANT (MOYENNE NATIONALE = 100) – NIVEAU NUTS3 - 2004



Source: nos propres calculs d'après les données Eurostat.

il s'agit de concevoir des mesures politiques visant la résolution des problèmes d'éloignement géographique; dans le deuxième cas, de concevoir, pour les zones en question, des politiques de l'emploi et des mesures d'embauche adressant l'égalité des genres.

Notre analyse souligne l'existence de disparités saillantes entre les zones urbaines et rurales en ce qui concerne l'accès au système de santé. Ces disparités s'expliquent, pour certains États membres, face aux caractéristiques géographiques et démographiques, telles que l'éloignement, la basse densité de population et la dispersion des villages.

Ce problème concerne surtout des groupes sociaux spécifiques, tels que les personnes âgées et les enfants. Dans certains cas, la difficulté d'accéder aux services médicaux est aussi une conséquence du faible nombre de personnes qui bénéficient d'une assurance maladie dans les zones rurales. La possibilité d'accéder à l'assistance médicale est encore plus faible dans le cas des minorités ethniques vulnérables, notamment les Roms. Les immigrants sans papiers doivent faire face à de nombreux obstacles pour accéder aux systèmes de santé.

Dans les zones rurales, surtout dans les régions PR et dans les pays de l'est de Europe, le rôle de l'agriculture est encore prépondérant en ce qui concerne l'emploi. Dans ces zones, les bas revenus, la saisonnalité du travail et la persistance d'une économie de subsistance, engendrent un haut risque de pauvreté et d'exclusion sociale. En perspective, les fermiers de subsistance et les travailleurs saisonniers risquent de subir l'exclusion sociale à cause de l'absence de ou des faibles montants de leurs pensions de retraite (Grèce, France, Italie, Espagne, Europe de l'Est).

En ce qui concerne les perspectives futures des zones rurales, même s'il y a des exemples où la spécialisation agricole et l'industrie agroalimentaire déterminent une performance économique positive, généralement les régions rurales dynamiques n'impliquent pas forcément une forte agriculture, et vice-versa, une agriculture forte peut subsister dans des régions rurales non dynamiques. Néanmoins, même si l'agriculture est destinée à perdre partiellement sa fonction de moteur économique des zones rurales, elle restera un instrument essentiel pour la gestion de l'environnement, telles que le paysage, la biodiversité, les traditions. En outre, pour de nombreux pays, notamment en Europe orientale et méridionale, l'agriculture continuera de jouer un rôle considérable dans les dynamiques du marché du travail et contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Deux aspects s'imposent comme les problèmes prin-

cipaux des zones rurales: l'instruction et les infrastructures.

Le décalage entre régions rurales et urbaines apparaît évident des l'instruction préscolaire. Un exemple important de programme visant à améliorer l'éducation préscolaire est le programme «Where there are no pre-schools». Conçu et réalisé en Pologne par la Fondation Comenius pour le développement de l'enfant, ce programme a pour objectif principal d'accorder à tous les enfants âgés de 3 à 5 ans les mêmes possibilités d'accès aux programmes d'éducation, notamment dans ces régions où le taux de chômage est plus élevé. Néanmoins, les disparités touchent tous les degrés de l'instruction. À la suite de la réduction du nombre de bâtiments scolaires dans les contextes ruraux, conséquence du regroupement d'écoles, les écoles primaires et secondaires dans les zones rurales sont aujourd'hui moins accessibles, soit en raison des distances que les étudiants doivent parcourir, soit en raison des coûts plus élevés que les familles doivent supporter. Dans les zones rurales, l'instruction est convenablement répandue jusqu'à l'achèvement du niveau secondaire, mais le niveau général d'éducation atteint est très inférieur par rapport aux zones urbaines. Les pays avec un taux élevé de personnes peu instruites ont tendance à avoir aussi de bas taux d'emploi et de hauts taux de pauvreté.

L'éloignement est un facteur considérable de difficulté dans les zones rurales, concernant d'importants aspects de la vie. La concentration des services essentiels dans les zones urbaines peut produire d'importants effets sur la qualité de vie des groupes exposés au risque d'exclusion sociale: services médicaux pour les plus âgés ou handicapés, service de garde d'enfant pour les parents qui travaillent, etc... En outre, dans quelques zones rurales isolées, on observe un amenuisement progressif des services existants, soit publics soit privés (p. ex. magasins de ventes au détail, bureaux de poste, banques, gardeurs d'enfants, bibliothèques, crèches). Il s'agit d'une question dramatique pour les régions PR de tous les 15 pays envisagés de cette étude.

Les limites des infrastructures de transport posent encore des problèmes pour de nombreuses zones rurales, car elles augmentent les distances des centres commerciaux et, en général, l'isolement de certains groupes sociaux. En particulier, fournir les services essentiels de transport public dans les régions rurales caractérisées par une haute dispersion de la population et nombreux petits villages s'avère difficile et très onéreux. Nombreux projets de «services de transport par-

Study on Poverty and Social Exclusion in Rural Areas

tagés», basés sur la demande ont été réalisés avec succès dans les zones isolées et rurales des communautés en Norvège, Espagne et dans les Highlands écossaises.

Le succès des interventions politiques dans les zones rurales éloignées nécessite des mesures spécifiques pour faire face aux barrières à l'inclusion et aux opportunités de travail produites par le manque des technologies dans les zones rurales.

Qui sont les pauvres dans les zones rurales et quel est leur niveau de pauvreté?

Le taux de risque de pauvreté¹ est, suivant Laeken, un indicateur clé de l'exclusion sociale. Quoique les données disponibles ne permettent pas de comparer la pauvreté de revenu en Europe en distinguant les régions rurales et urbaines, le recours aux enquêtes spécifiques menées dans 8 différents pays de l'UE permet de relever le modèle suivant: *les zones rurales se distinguent des zones urbaines par un plus haut degré de pauvreté du revenu* dans tous les pays où la discrimination entre ces zones est possible.

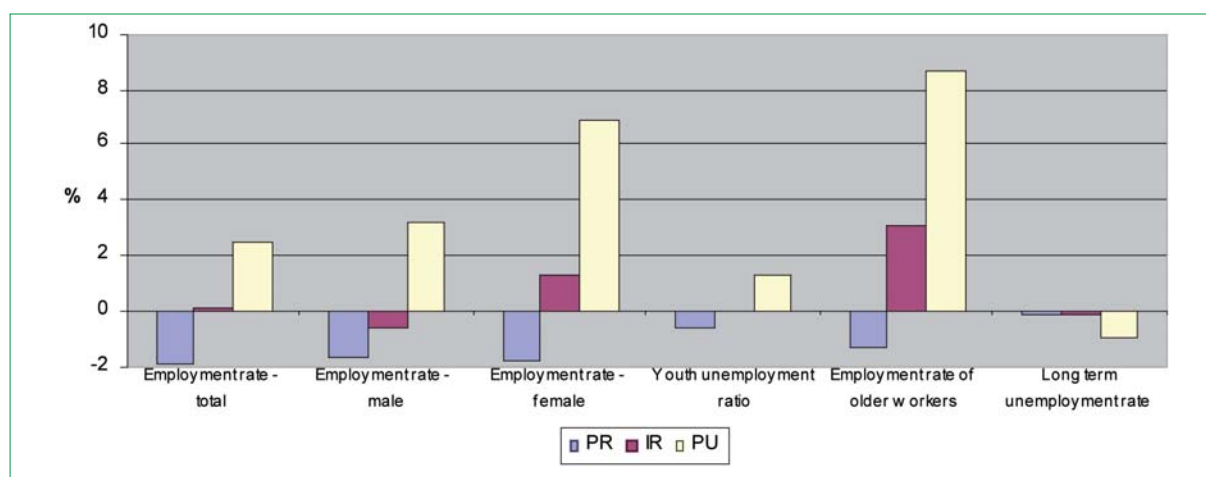
Le décalage entre le taux de pauvreté des zones rurales et celui des zones urbaines est plus grand dans les pays de l'est de l'Europe. En outre, dans ces pays la pauvreté est généralement associée aux difficultés du secteur agricole. Dans les pays occidentaux, à l'intérieur des espaces ruraux, la pauvreté est concentrée dans les régions isolées et, en général, dans toutes les régions caractérisées par des problèmes d'accessibilité.

En partant du revenu, l'étude prend en compte d'autres indicateurs de déprivation individuelle, analysant l'exclusion à travers les dimensions suivantes: absence d'emploi; logement; santé; absence d'éducation; structure démographique. Des données saillantes ressortent de l'analyse de ces aspects.

Tous les indicateurs relatifs au marché du travail rural, soit en ce qui concerne leur niveau absolu, soit dans les dynamiques observées durant les dernières années, montrent que les régions rurales sont encore loin d'atteindre les objectifs de Lisbonne.

Le Graphique 2 se base pas uniquement sur les données Eurostat, mais aussi sur les données fournies par les Instituts Nationaux de Statistique et que les sources ne sont pas toujours comparables, par conséquent, les conclusions doivent en être tirées avec prudence. Compte tenu de cet avertissement, la tendance de la période 2000-2005 indique clairement que la

GRAPHIQUE 2. CHANGEMENT DE POURCENTAGE DANS LES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL – 2000-2005 – NIVEAU NUTS2²



Source: nos propres calculs d'après données Eurostat et données nationales (Labour Force Survey)

¹ Le taux est défini comme « le pourcentage de personnes dont le revenu disponible équivalent se situe en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 60% du revenu disponible équivalent médian national ».

² Les données du Graphique 2 font référence aux pays suivants: Bulgarie, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Pologne, Portugal, Roumanie, Espagne, Slovaquie, Royaume Uni et Norvège.

performance des régions rurales devient de plus en plus négative comparativement à celui des régions urbaines. Les données montrent une amélioration positive dans les régions PU, un effet encore positif, quoique faible, dans les régions MR, et un signe négatif pour les régions PR. Notamment, le taux d'emploi des hommes, des femmes et des travailleurs âgés a baissé dans les régions PR, tandis qu'il a augmenté dans les régions PU. Le ratio du chômage des jeunes a diminué seulement dans les PR regions, alors que le taux du chômage à long terme est resté quasi constante in PR et IR régions et il a diminué légèrement in PU régions. Similairement, le ratio du n'a baissé que dans les régions PR, alors que n'a pas varié dans les régions PR et MR et n'a que faiblement baissé dans les régions PU.

La question de la disparité des sexes est particulièrement importante. Sur le marché d'emploi de l'UE, un important décalage existe entre les sexes, comme il montre les taux d'emploi: de grandes disparités subsistent soit au niveau des pays (notamment le long de l'axe nord/sud) soit dans le modèle rural/urbain. En revanche, les taux d'activité des femmes n'engendrent aucun modèle en ce qui concerne la dimension ruralité/urbanité: cette donnée peut se lire comme le signal que les principales difficultés rencontrées par les femmes sur le marché de l'emploi rural dépendent du manque d'emploi et non pas de l'offre de travail.

Le graphique 3 montre le modèle se développant sur l'axe rural/urbain, décrit ci-dessus, relativement au niveau d'éducation atteint par les adultes.

Outre les bas niveaux d'éducation, l'analyse des modè-

les de capital humain dans les zones rurales révèle la présence du *piège de l'immobilité sociale*, qui se manifeste soit en termes de transmission intergénérationnelle du revenu et de la position occupationnelle soit en termes de niveaux d'instruction atteints. La seule voie ouverte aux enfants et aux jeunes provenant de familles pauvres et peu instruites souhaitant gravir l'échelle sociale reste l'émigration: *la mobilité géographique comme facteur de mobilité sociale*. Mais ce choix, tout à fait logique du point de vue de l'individu, conduit au vieillissement progressif de la population rurale, à l'appauvrissement et au déclin économique des espaces ruraux.

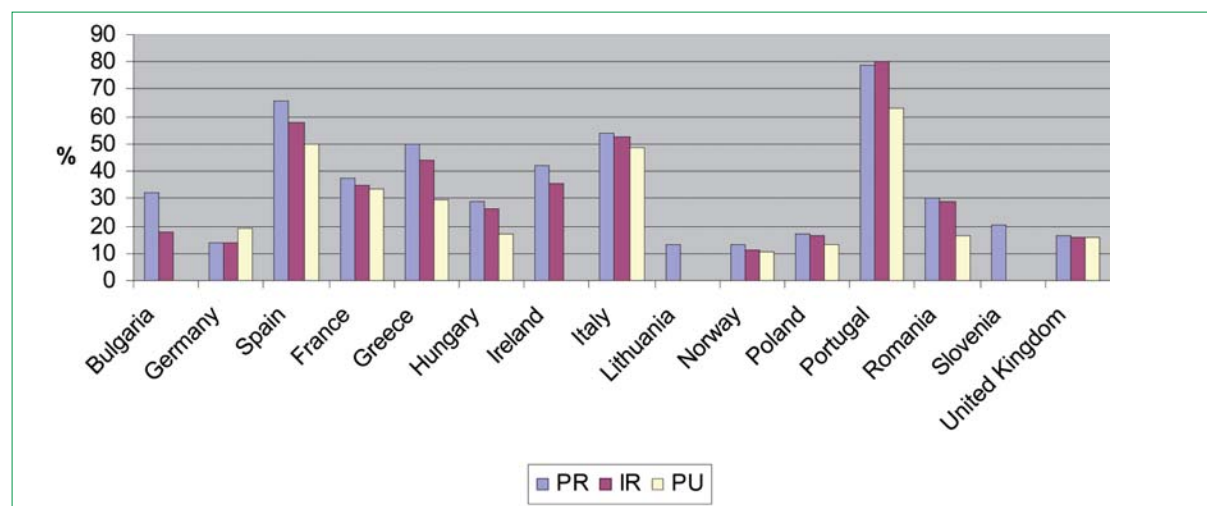
Politiques pour les pauvres ruraux

L'ensemble de politiques concernant les pauvres ruraux concernent également le système de sécurité sociale, le système de santé, les politiques du travail, les politiques de l'éducation et de la formation.

Mesures d'inclusion sur le marché du travail

Les États membres focalisent de plus en plus leur attention sur les mesures d'inclusion achevés dans lesquelles les prestations en espèces s'accompagnent à des initiatives de formation et leur disponibilité dépend strictement de la disponibilité effective du travail. Cependant, des difficultés spécifiques subsistent à l'égard de la mise en œuvre de ces politiques dans les

GRAPHIQUE 3. % D'ADULTES (25-64 ANS) AVEC BAS NIVEAUX D'ÉDUCATION - NUTS 2 - 2004



Source: nos propres calculs d'après données Eurostat (Labour Force Survey)

zones rurales. Cela dépend soit des difficultés des politiques actives du marché du travail, soit des difficultés spécifiques relatives à l'acquisition des droits sociaux dans les zones rurales.

Il est prouvé que le taux de recours aux prestations sociales est inférieur dans les zones rurales, pour des raisons diverses: difficulté d'accès aux informations concernant le droit aux prestations sociales, présence d'une culture, prééminente dans les zones rurales, fondée sur des valeurs telles l'indépendance et l'autosuffisance, absence d'anonymat lorsqu'il s'agit d'encaisser les prestations sociales, qui engendre les effets décourageants de la stigmatisation sociale. Augmenter le prestations sociales dans les zones rurales pose donc de nombreux problèmes, à résoudre par le moyen des campagnes d'information et par le développement des processus institutionnels décentralisé pour la mise en œuvre des politiques. La réalisation de politiques anti-discriminatoires est désormais une nécessité incontournable, notamment en faveur des Rom.

Politiques du marché du travail

Les politiques du marché du travail sont également décisives dans la lutte contre la pauvreté à l'intérieur des zones rurales. Il est possible d'identifier des priorités dans le projets d'intervention politique dans les zones rurales: a) créer un réseau formel d'embauche; b) fournir des solutions de transport, tels les work bus, le car sharing, etc. c) garantir une formation sur mesure pour réduire le décalage entre les emplois et les savoir-faire; d) garantir le garde d'enfants et les soins aux personnes âgées de façon à réduire le coût de la participation au marché du travail.

Les exemples de réussite des politiques actives de l'emploi suggèrent de retenir les notions-clés suivantes.

l'utilité d'un projet politique pilote précédant toute résolution de grande envergure.

l'importance du secteur de l'économie sociale et de la participation des acteurs publics et privés à l'implémentation des dispositifs.

concernant la garde d'enfants, l'importance de garantir une assistance au cours de toutes ces phases dans lesquelles la nécessité de s'occuper des enfants risque de devenir un obstacle au travail: à partir de la formation dans la phase de pré-emploi jusqu'au soutien durant les possibles périodes de crise. Enfin, en ce qui concerne les projets inhérents à la formation, il est souhaitable de tracer un plan des secteurs divers de l'économie locale et de la demande de compétences spécifiques conséquente, afin de fournir la formation adéquate.

Instruction et formation

L'expérience prouve que l'éducation et la formation sont susceptibles d'être des moyens importants pour augmenter le taux de croissance dans les régions rurales et périphériques et aussi des moyens pour aider les pauvres et les personnes socialement isolées dans ces zones.

S'attaquer à l'abandon précoce de l'école et renforcer les compétences et les qualifications des jeunes réduit le risque d'exclusion sociale et améliore les perspectives d'introduction sur le marché du travail. En outre, l'instruction reçue au cours des premières années de la vie de l'individu se révèle un des moyens les plus efficaces pour réduire la transmission intergénérationnelle de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Les interventions menées aux succès incluent des mesures préventives, telles l'éducation préscolaire, l'orientation et le conseil de carrière, le tutorat, les subventions et les mesures compensatoires, telles les «Écoles de la Deuxième Chance».

De cette étude ressort aussi l'effet potentiellement positif de la formation professionnelle. Le bas niveau de qualification de la force de travail rurale se répercute directement sur le (sous) développement des zones rurales et accroît l'exposition au risque de pauvreté d'un large segment de population. Quatre mesures préventives s'imposent: établissement d'un système éducatif qui offre la possibilité d'acquérir des compétences plus techniques à travers la formation professionnelle; soutien des stratégies éducatives promouvant l'acquisition des savoir-faire indispensables pour renforcer la croissance économique de la région; introduction d'approches innovatrices dépassant les limites de l'instruction scolaire traditionnelle; introduction de politiques actives qui garantissent le rapprochement entre la formation et l'emploi. Principalement, il s'agit de rendre l'éducation agricole de haute qualité et attirante soit pour les jeunes (pour décourager l'émigration) soit pour les adultes (pour combattre le sous-emploi).

Un dernier point concerne l'accès aux niveaux supérieurs de l'instruction. Dans la mesure où les modèles de capital humain se répercutent sur les conditions d'établissement d'enseignement supérieur, il faut aussi prendre en compte toutes ces mesures visant à soutenir l'éducation décentralisée et la formation à distance.

Politiques contre la pauvreté des zones rurales

Les politiques de développement rural et les politiques de cohésion sont prises en compte car elles peuvent exercer une forte influence sur les conditions de vie dans les zones rurales.

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale n'est pas l'objectif principal de ces politiques, qui ne prennent pas en compte les questions d'inclusion sociale. Néanmoins, elles exercent une influence très forte sur le développement économique des zones rurales et sur la mise en œuvre des programmes de Lisbonne. Normalement, elles tiennent compte des objectifs des stratégies de Lisbonne et Göteborg (compétitivité, croissance économique, emploi et soutenabilité). Cela est particulièrement important en ce qui concerne la création de nouvelles opportunités d'emploi, les progrès dans la qualité de vie, la modernisation des entreprises et le perfectionnement de l'instruction et de la formation professionnelle.

La politique de développement rural peut jouer un rôle important pour le support de l'activité, de l'emploi et du revenu dans les zones rurales. La politique de cohésion peut, en revanche, offrir un soutien important pour l'amélioration de la performance économique des régions pauvres de l'UE, luttant indirectement contre une condition générale de pauvreté qui pourrait représenter un facteur important pour l'incrémentation de la pauvreté individuelle.

Les deux politiques sont des importantes sources de financements dont les régions rurales pourraient bénéficier, surtout pour le renforcement des infrastructures, du marché du travail, du tourisme et des attractions touristiques, de la qualité de vie et la diffusion des PME dans les zones rurales. Des résultats positifs en sont déjà ressorti, comme le témoignent les nombreuses «histoires de réussite», surtout dans les contextes suivants: promotion touristique, protection et conservation de l'environnement; diffusion des technologies de l'information production d'énergie à partir des sources renouvelables (p. ex. eau, vent); promotion des produits locaux de haute qualité, surtout des secteurs agro-alimentaire et de l'artisanat; amélioration de la qualité de vie de la population locale.

Les mesures pour le développement rural ont eu des résultats positifs, encore que toutes les régions ne se soient pas révélées également habiles en ce qui concerne la mise en œuvre des programmes et que certaines mesures aient conservé une approche trop sectorielle. Néanmoins, en raison des résultats obtenus,

plus de financements devraient être alloués aux mesures de développement rural; à cet égard, la nécessité s'impose de consolider l'Axe 3 (Qualité de la vie).

Conclusions

- ◆ La dimension de la ruralité devrait être intégrée dans les politiques d'inclusion sociale et, en même temps, renforcer les objectifs d'inclusion sociale dans les politiques de développement rural. Cela pour améliorer la coordination entre les politiques d'inclusion sociale et de développement rural, dans le respect du principe de subsidiarité.
- ◆ Les problèmes de gouvernance touchent horizontalement les processus de conception et la mise en œuvre des politiques d'inclusion sociale dans les zones rurales. Elles incluent les problèmes de *capacité administrative*, particulièrement lorsqu'il s'agit des mesures anti-pauvreté s'appuyant sur les transferts en nature et les problèmes concernant «l'échelle optimale d'intervention». Les expériences positives se fondent sur les services gérés en participation par des municipalités voisines, chacune étant «spécialisée» pour un secteur particulier d'intervention.
- ◆ En outre, un problème de *participation et coordination des divers acteurs* se pose, soit en termes de *verticalité* – c'est-à-dire, aux différents échelons du gouvernement, encourageant la coordination à l'échelle européenne, nationale, régionale et locale – soit en termes d'*horizontalité* – c'est-à-dire, en intégrant le secteur de l'économie sociale dans tous les processus décisionnels et dans la mise en œuvre et valorisation des politiques d'inclusion.
- ◆ L'existence d'un système de *surveillance et valorisation* des politiques est un aspect essentiel. Pour progresser en cette direction deux éléments sont indispensables: le développement d'une série d'indicateurs de résultat pour les politiques mises en œuvre et l'élaboration d'un processus systématique pour l'échange des bonnes pratiques. Suivant cela, la *Méthode Ouverte de Coordination*, appliquée avec succès à l'échelon européen, nous paraît le modèle plus adéquat, car elle permet d'approfondir l'apprentissage mutuel et d'élargir la participation des acteurs à tous les échelons.



La présente recherche, commissionnée par la DG Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances, se focalise sur quinze pays pour fournir une description des caractères principaux de la pauvreté dans les zones rurales. Les quinze pays retenus comme échantillon offrent un exemple équilibré des principales régions géographiques (Europe du nord, du sud, de l'ouest et de l'est) et de modèles sociaux. Parmi eux, quatorze adhèrent à l'UE – Italie, Espagne, Grèce, Portugal, France, Allemagne, Royaume Unis, Irlande, Slovéne, Hongrie, Pologne, Lituanie, Bulgarie et Roumanie – et un à l'EEE – la Norvège.

Notre analyse s'appuie sur trois types de données: données statistique européennes, tirées des bases de données Eurostat; données statistiques nationales; informations nationales, fournies par les Rapports Nationaux des quinze pays couverts par l'étude, auxquelles se rajoutent les informations fournies par les études de cas sur les groupes exposés et quelques exemples de mesures politiques identifiés comme bonnes pratiques. Une élément décisif pour la réalisation de cette étude a été la présentation et discussion de quelques observations préliminaires lors d'un séminaire européen interactif, organisé par les responsables et les experts en politiques contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les espaces ruraux.

Cette étude a été coordonnée par Paola Bertolini (Université de Modena et Reggio Emilia et Fondazione G. Brodolini), Vito Peragine (Université de Bari et Fondazione G. Brodolini) et Marco Montanari (Université de Modena et Reggio Emilia et Fondazione G. Brodolini), en collaboration avec un réseau d'experts³.

³ Lilia Abadjieva (Bulgarie), Luc Behaghel (France), Elena Pisano, Sara Scaramuzzi, Silvia Sivini (Italie), Nikolaos Bouzas (Grèce), Ruta Braziene (Lituanie), Patrick Commins (Irlande), Philomena De Lima (Royaume Uni), Oana Gherghinescu (Roumanie), Elvira Gonzalez (Espagne), Florindo Ramos (Portugal), Karen Refsgaard (Norway), Mateja Sedmak, Blaz Lenarcic (Slovenia), Elzbieta Tarkowska (Pologne), Achim Vanselow, Claudia Weinkopf, Thorsten Kalina (Allemagne), Gabriella Vukovich (Hongrie)

La présente étude bénéficie du soutien du programme d'action communautaire pour encourager les États membres visant à lutter contre l'exclusion sociale (2002-2006). Ce programme est géré par la Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances de la Commission européenne.

Ni la Commission européenne ni aucune personne agissant au nom de la Commission n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette publication.

http://Ec.europa.eu/employment_social/spsi

Contractant: Fondazione Giacomo Brodolini

Contact: Marilena Sacchetta

www.fondazionebrodolini.it

Equipe de Coordination: Paola Bertolini, Marco Montanari, Vito Peragine

Correspondants Nationaux: Lilia Abadjieva (Bulgarie), Luc Behaghel (France), Nikolaos Bouzas (Grèce), Ruta Braziene (Lituanie), †Patrick Commins (Irlande), Philomena De Lima (UK), Oana Gherghinescu (Roumanie), Elvira Gonzalez (Espagne), Florindo Ramos (Portugal), Karen Refsgaard (Norvège), Mateja Sedmak, Blaz Lenarcic (Slovenie), Elzbieta Tarkowska (Pologne), Achim Vanselow, Claudia Weinkopf, Thorsten Kalina (Allemagne), Gabriella Vukovich (Hongrie)

Comité Scientifique: Philomena De Lima, Marcello Gorgoni, Sabrina Lucatelli, Enzo Mingione, Karen Refsgaard, Annamaria Simonazzi, Francesca Utili

Patrick Commins a disparu avant la publication de ce rapport. Nous souhaitons le remercier pour son inestimable contribution à cette étude. Nous avons largement bénéficié de ses conseils et suggestions précieuses, qui représentent l'expression de son expérience, de sa préparation et de sa profonde compréhension de la matière.